



# **Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée**

Distr. limitée  
1<sup>er</sup> juin 2012  
Français  
Original: anglais

---

**Groupe de travail sur  
le trafic illicite de migrants**  
Vienne, 30 mai-1<sup>er</sup> juin 2012

## **Projet de rapport**

### **I. Introduction**

1. Dans sa résolution 5/3, intitulée “Application du Protocole contre le trafic illicite de migrants par terre, air et mer, additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée”, la Conférence des Parties à la Convention s’est félicitée de l’issue des consultations d’experts gouvernementaux tenues durant sa cinquième session et a décidé de créer, conformément au paragraphe 3 de l’article 32 de la Convention et au paragraphe 2 de l’article 2 du Règlement intérieur de la Conférence, un groupe de travail intergouvernemental provisoire à composition non limitée qui serait présidé par un membre de son Bureau et chargé de la conseiller et de l’aider à s’acquitter de son mandat en ce qui concerne le Protocole relatif aux migrants.
2. La Conférence a décidé également que le groupe de travail intergouvernemental provisoire à composition non limitée sur le trafic illicite de migrants, devrait tenir des consultations sur, entre autres, les expériences et pratiques en rapport avec l’application du Protocole relatif aux migrants.

### **II. Recommandations**

3. À sa première session, tenue du 30 mai au 1<sup>er</sup> juin, le Groupe de travail a adopté les recommandations présentées ci-après.

#### **A. Incrimination, enquêtes et poursuites**

4. Les États qui ne l’ont pas encore fait devraient être encouragés à envisager de ratifier le Protocole contre le trafic illicite de migrants par terre, air et mer, additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée ou à y adhérer.



5. Les États parties devraient revoir et renforcer leur législation pénale et y introduire les infractions pénales visées dans le Protocole relatif aux migrants et la Convention contre la criminalité organisée, y compris les sanctions appropriées reflétant la nature et la gravité des infractions commises.
6. Bien que le trafic illicite des migrants et la traite des personnes présentent des caractéristiques communes, les États parties devraient y voir des infractions distinctes qui appellent des mesures juridiques, opérationnelles et de politique générale différentes.
7. Les États parties voudront peut-être insister sur l'importance d'une formation spécialisée pour les agents des services judiciaires et des services de détection et de répression, et inviter l'UNODC à continuer d'apporter une assistance technique pour renforcer les capacités des États parties à incriminer le trafic illicite de migrants et à mener des enquêtes et des poursuites à cet égard.
8. Pour aider à mieux comprendre l'incrimination du trafic illicite de migrants et à renforcer sa répression pénale, les États parties devraient recueillir et échanger des informations pertinentes sur le phénomène, notamment par l'exploitation de bases de données régionales et internationales. Ces informations pourraient comporter, entre autres, des données sur les groupes criminels organisés impliqués dans le trafic illicite de migrants.
9. Les États parties voudront peut-être demander à l'UNODC d'élaborer un rapport mondial sur le trafic illicite de migrants, dans le dessein de faire prendre davantage conscience, entre autres, de la nécessité d'incriminer les auteurs de cette infraction et de mener à bien les poursuites engagées contre eux.
10. Les États parties devraient demander à l'UNODC de recueillir des informations et de fournir une assistance technique pour aider à établir les liens possibles entre trafic illicite de migrants et corruption, blanchiment d'argent et criminalité organisée.
11. Les États parties voudront peut-être envisager de prendre en compte le trafic illicite de migrants dans les programmes locaux de protection des témoins, pour s'assurer la coopération des témoins, obtenir leurs dépositions et faciliter les enquêtes, les poursuites et les condamnations à l'encontre des auteurs de cette infraction.
12. Les États parties voudront peut-être envisager d'inclure dans leurs politiques et leurs pratiques, des mécanismes qui permettraient aux migrants objet d'un trafic d'apporter leur assistance dans les enquêtes et poursuites pénales de trafiquants, notamment en leur accordant des permis de résidence temporaire dans les pays de transit ou de destination, ou en leur permettant de faire des dépositions à partir de leur pays d'origine.
13. Les États parties voudront peut-être envisager de faire mieux connaître les peines encourues pour l'infraction de trafic illicite de migrants, notamment lorsqu'elle est commise dans des circonstances aggravantes, afin de dissuader d'autres de commettre la même infraction.
14. Lorsqu'ils confèrent au trafic illicite de migrants le caractère d'infraction pénale, les États parties voudront peut-être envisager d'établir au minimum comme circonstances aggravantes celles énumérées à l'article 6 du Protocole.

15. Lorsqu'ils engagent des poursuites concernant le trafic illicite de migrants, les États parties voudront peut-être envisager de prendre en compte les enquêtes financières visant à localiser, geler et confisquer le produit obtenu à la suite de cette infraction.

16. Lorsqu'ils recourent à des techniques d'enquête spéciales pour les affaires de trafic illicite de migrants, les États parties devraient tenir compte de la sécurité des personnes qui font l'objet du trafic.

17. L'incrimination du trafic illicite de migrants, de l'usurpation d'identité et de l'utilisation de faux papiers est essentielle pour démanteler les groupes criminels organisés impliqués dans le trafic illicite de migrants. Les États parties pourraient envisager de renforcer la sécurité des documents d'identité et de voyage en assurant le remplacement de tous les documents lisibles manuellement par des documents biométriques et en renforçant les moyens de vérification.

18. Les États parties voudront peut-être envisager de mettre en place des mécanismes de coordination et/ou de les améliorer lorsqu'ils existent entre les organismes compétents au niveau national afin d'harmoniser les priorités et de renforcer l'action concertée contre le trafic illicite de migrants.

19. Les États parties devraient renforcer les mécanismes de coopération judiciaire internationale, notamment l'entraide judiciaire et l'extradition, ainsi que les partenariats régionaux.

20. Les États parties devraient évaluer l'utilisation des nouvelles technologies, en particulier sur l'Internet, dans l'organisation et la commission des infractions visées par le Protocole relatif aux migrants.

## **B. Protection et assistance**

21. Les États parties devraient promouvoir le respect des droits fondamentaux de l'homme des migrants, quel que soit leur statut juridique, notamment par des campagnes de sensibilisation du public et la formation de praticiens de la justice pénale.

22. Les États parties devraient appliquer des mesures législatives et administratives, d'une part, pour protéger les migrants contre la violence, les discriminations, la torture, les traitements inhumains et dégradants, ainsi que la violation de leurs droits fondamentaux, d'autre part, pour garantir à ceux qui sont victimes d'un trafic un accès effectif à la justice.

23. Les États parties voudront peut-être envisager de diffuser des informations aux migrants objet ou susceptibles d'être l'objet d'un trafic afin de les sensibiliser aux risques qu'ils encourent. Ils voudront peut-être envisager aussi de créer des lignes directes pour permettre aux migrants objet d'un trafic de dénoncer la violation de leurs droits et de le signaler aux services appropriés pour qu'ils assurent leur protection.

24. Les États parties voudront peut-être envisager de faire intervenir leurs représentations diplomatiques et consulaires à l'étranger pour renforcer la protection des migrants objet d'un trafic et leur apporter une assistance.

25. Les États parties devraient accorder une attention particulière à la vie et à la sécurité des migrants objet d'un trafic par mer, et préserver en pareil cas leur vie et leur sécurité.
26. Les États parties devraient répondre aux besoins particuliers des catégories vulnérables de migrants objet d'un trafic, notamment les femmes enceintes, les femmes et les enfants et les mineurs non accompagnés, et tenir compte du cadre international de protection des réfugiés et des demandeurs d'asile.
27. Les États parties devraient envisager d'impliquer la société civile dans la lutte contre le trafic illicite de migrants et d'ouvrir des voies de communication entre, d'une part, les autorités chargées de détecter le trafic illicite de migrants et de mener des enquêtes et des poursuites à cet égard, et, d'autre part, les prestataires de services qui pourraient aider à apporter une assistance aux migrants objet d'un trafic.
28. Les États parties devraient envisager de donner aux migrants des informations sur leurs droits, notamment sur leur droit de faire appel, et, dans la mesure du possible accorder la priorité au retour volontaire.

### **C. Prévention**

29. Les États parties devraient adopter une approche globale pour prévenir le trafic illicite de migrants, comprenant notamment des mesures de contrôle efficace aux frontières, de renforcement de l'intégrité et du contrôle des documents, de renforcement des capacités, de sensibilisation, ainsi que d'autres mesures portant sur les causes profondes du phénomène.
30. Les États parties devraient envisager d'ériger en infraction pénale le trafic illicite des migrants, de mettre en place de lourdes sanctions pour les auteurs de cette infraction et de saisir les avoirs illicites afin de dissuader les criminels.
31. Pour ce qui est du renforcement de l'intégrité des documents, les États parties devraient rester conscients du fait que les réseaux de trafic illicite contournent aussi ces mesures en présentant des demandes de passeport et de visa frauduleuses, de façon à mettre également en place des mesures pour examiner minutieusement ces demandes.
32. Les États parties devraient renforcer les moyens dont ils disposent pour veiller à la sécurité des documents de voyage et d'identité qu'ils produisent et à la détection de documents frauduleux. Ils voudront peut-être envisager de demander une assistance technique à d'autres États parties ou à des organisations régionales ou internationales à cet égard.
33. Les États parties devraient organiser des campagnes d'information publiques qui pourraient faire intervenir les médias et les réseaux sociaux fondés sur Internet, afin de faire prendre davantage conscience des effets préjudiciables du trafic illicite des migrants et de mettre en garde les personnes vulnérables susceptibles d'en faire l'objet, particulièrement les jeunes et leurs familles contre les risques qu'ils encourent.
34. Les États parties voudront peut-être envisager de sensibiliser davantage les entreprises de transport, en particulier les compagnies aériennes, aux risques liés à

la falsification de documents. Ils voudront peut-être aussi prévoir des sanctions pour les entreprises qui ne respectent pas leur obligation de contrôler les documents des passagers franchissant des frontières internationales.

35. Les États parties devraient prendre en compte l'importance que revêt la coopération bilatérale et multilatérale, notamment au niveau régional et avec les pays voisins, pour ce qui est de renforcer les contrôles aux frontières, de mener des enquêtes conjointes, d'échanger de manière informelle du renseignement et des informations opérationnels, et d'élaborer des programmes de sensibilisation ciblés sur les acteurs concernés.

36. Les États parties sont encouragés à exploiter les bases de données opérationnelles existantes comme celles d'INTERPOL pour échanger des informations, entre autres, sur les délinquants présumés et les documents égarés ou volés.

37. Les États sont encouragés à envisager à créer des centres de collecte et d'analyse de données qui pourraient aider à développer des connaissances reposant sur des données factuelles et élaborer des mesures pour prévenir et lutter contre le trafic illicite de migrants.

38. Les États parties pourraient renforcer leur action de prévention en déployant des agents de liaison et en participant à des équipes d'enquêtes conjointes. Au niveau national, la création d'équipes intégrées de la police des frontières et la mise en place de mécanismes faisant intervenir tous les organismes chargés de prévenir et de lutter contre le trafic illicite de migrants pourrait contribuer à prévenir le phénomène.

39. Pour s'attaquer aux causes profondes de la migration, les États parties sont encouragés à engager, aux niveaux régional et international, un dialogue sur la migration et le développement, notamment dans le cadre du Forum mondial sur la migration et le développement. Pour compléter ces efforts, les organisations internationales devraient également mettre à profit les instances interinstitutions existantes qui se penchent sur ces questions, le Groupe mondial sur la migration par exemple.

40. Les États parties voudront peut-être envisager de réduire les facteurs de répulsion et d'attraction dans le processus des migrations, notamment en offrant des opportunités de migration régulière et en faisant face aux besoins de développement.

### **III. Organisation de la réunion**

#### **A. Ouverture de la réunion**

41. La première session du groupe de travail intergouvernemental provisoire à composition non limitée sur le trafic illicite de migrants de la Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et les Protocoles s'y rapportant s'est tenue à Vienne du 30 mai au 1<sup>er</sup> juin 2012. Six réunions ont eu lieu durant la session.

42. La réunion a été ouverte par Erasmo Lara Cabrera (Mexique), qui a présidé les 1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup> séances du Groupe de travail. Le Président du Groupe de travail, Eugenio Curia (Argentine), a présidé les 3<sup>e</sup>, 4<sup>e</sup>, 5<sup>e</sup> et 6<sup>e</sup> séances. Des déclarations liminaires ont été faites par le Secrétariat au titre des points 2 à 5 de l'ordre du jour.

43. À l'ouverture de la session, des déclarations ont été faites par les représentants d'El Salvador (au nom des États Membres de l'ONU qui sont membres du Groupe des 77 et de la Chine), de l'Équateur (au nom du Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes) et du Canada. Une déclaration a également été faite par le Secrétariat.

44. Au titre des points 2 à 5 de l'ordre du jour, sous la houlette du Président, le débat a été animé par les participants suivants: Michael J. Surgalla Jr. (États-Unis d'Amérique), Alfis Suhaili (Indonésie), Esteban B. Conejos Jr. (Philippines), Emmanuel Guebara Isla (Mexique) et Scott Hatfield (États-Unis d'Amérique).

45. Des déclarations ont été faites par les représentants des États parties au Protocole relatif aux migrants suivants: France, Philippines, Mexique, Canada, Azerbaïdjan, Australie, États-Unis d'Amérique, Fédération de Russie, Pays-Bas, Belgique, Guatemala, Nouvelle-Zélande, Turquie, Argentine, Tunisie, El Salvador, Algérie, Espagne, Arabie saoudite, Roumanie, Équateur, Nigéria, Portugal, Suisse.

46. Les observateurs du Japon et de la Thaïlande, États signataires, ont fait une déclaration.

47. Le Groupe de travail a également entendu des déclarations de l'observateur de l'Organisation internationale pour les migrations.

## **B. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux**

48. À sa première séance, le 30 mai 2012, le Groupe de travail a adopté par consensus son ordre du jour provisoire et organisation des travaux:

1. Questions d'organisation:
  - a) Ouverture de la réunion;
  - b) Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux.
2. Bonnes pratiques et difficultés rencontrées dans les domaines de l'incrimination, des enquêtes et des poursuites en relation avec le trafic de migrants.
3. Bonnes pratiques et difficultés rencontrées dans les domaines de la protection et de l'assistance fournies aux migrants objet d'un trafic.
4. Bonnes pratiques et difficultés rencontrées dans le domaine de la prévention du trafic de migrants.
5. Bonnes pratiques et difficultés rencontrées dans les domaines de la coopération et de la coordination, y compris en matière d'échange de renseignements et autres informations, dans le cadre de la lutte contre le trafic de migrants.
6. Autres questions.

## 7. Adoption du rapport.

### C. Participation

49. Les États parties au Protocole relatif aux migrants, additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée, dont les noms suivent étaient représentés à la réunion du Groupe de travail: Afrique du Sud, Algérie, Arabie saoudite, Australie, Autriche, Azerbaïdjan, Belgique, Brésil, Burkina Faso, Canada, Chili, Chypre, Costa Rica, Danemark, Égypte, El Salvador, Équateur, Espagne, États-Unis d'Amérique, Fédération de Russie, Finlande, France, Guatemala, Hongrie, Indonésie, Kenya, Liban, Lituanie, Mexique, Namibie, Nicaragua, Nigéria, Nouvelle-Zélande, Oman, Panama, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, République arabe syrienne, République de Moldova, République dominicaine, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Slovaquie, Suède, Suisse, Tunisie, Turquie, Ukraine, Venezuela (République bolivarienne du).

50. L'Union européenne, organisation régionale d'intégration économique partie à la Convention, était représentée à la réunion du Groupe de travail.

51. Les États signataires ci-après étaient représentés par des observateurs: Bolivie (État plurinational de), Japon, Luxembourg, République de Corée, République tchèque, Sri Lanka, Thaïlande.

52. Les États ci-après, qui ne sont ni parties, ni signataires du Protocole relatif aux migrants, étaient représentés par des observateurs: Chine, Colombie, Côte d'Ivoire, Cuba, Iran (République islamique d'), Malaisie, Maroc, Pakistan, Qatar, Soudan, Yémen, Zimbabwe.

53. La Palestine, entité qui a été invitée à titre permanent par l'Assemblée générale à participer, en qualité d'observateur, aux sessions et travaux de toutes les conférences internationales organisées sous ses auspices, était représentée.

54. le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés était représenté par un observateur.

55. L'Organisation internationale pour les migrations, organisation intergouvernementale, était représentée en tant qu'observateur.

56. La liste des participants figure dans le document CTOC/COP/WG.7/2012/INF.1/Rev.1.

### D. Documentation

57. La liste des documents dont le Groupe de travail était saisi figure dans l'annexe au présent rapport.

## Annexe

### Liste des documents dont était saisi le Groupe de travail sur le trafic illicite de migrants

<i>Numéro du document</i>	<i>Point de l'ordre du jour</i>	<i>Titre ou description</i>
CTOC/COP/WG.7/2012/1	1 b)	Ordre du jour provisoire annoté
CTOC/COP/WG.7/2012/2	2	Difficultés et bonnes pratiques en matière d'incrimination, d'enquêtes et de poursuites relatives au trafic illicite de migrants
CTOC/COP/WG.7/2012/3	3	Difficultés et bonnes pratiques en matière de protection et d'assistance fournies aux migrants objet d'un trafic illicite
CTOC/COP/WG.7/2012/4	4	Difficultés et bonnes pratiques en matière de prévention du trafic illicite de migrants
CTOC/COP/WG.7/2012/5	5	Difficultés et bonnes pratiques dans les domaines de la coopération et de la coordination, y compris en matière d'échange de renseignements et autres informations, dans le cadre de la lutte contre le trafic illicite des migrants
CTOC/COP/WG.7/2012/CRP.1	5	Document officiel établi par le Mexique: Conclusiones de la Conferencia Internacional sobre el Tráfico Ilícito de Migrantes: Retos y avances en la implementación del Protocolo contra el Tráfico Ilícito de Migrantes por Tierra, Mar y Aire, Ciudad de México, 16 al 18 de abril de 2012